



**PRÉFET
DE L'ORNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement Normandie**

**Unité bidépartementale
Eure Orne**
Référence :61.2022.082

Alençon, le 18/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/05/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

YSCO FRANCE

53 avenue de la 2e DB
CS 40 223
61200 Argentan

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/05/2022 dans l'établissement YSCO FRANCE implanté 53 avenue de la 2e DB CS 40 223 61200 Argentan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée de manière inopinée, en accompagnement du laboratoire agréé pour la réalisation de contrôles des valeurs de rejets des eaux superficielles du site (contrôle inopiné des rejets aqueux).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- YSCO FRANCE
- 53 avenue de la 2e DB CS 40 223 61200 Argentan
- Code AIOT dans GUN : 0005303622
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Le site Ysco est spécialisé dans la fabrication de crèmes glacées, majoritairement à destination de la grande distribution. Il emploie environ 180 salariés en permanence, auxquels viennent s'ajouter des contrats saisonniers.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Protocole d'échantillonnage et de prélèvement des eaux usées industrielles
- Matériel utilisé par l'exploitant correspondant à ses rejets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
Point de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
Canal de mesure	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
Canal de mesure	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 3	Sans objet
Prélèvement - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse	Autre du 14/02/2022, article 2.1.3 et 2.1.4	Sans objet
Echantillons - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse	Autre du 14/02/2022, article 2.1.1, 2.1.5	Sans objet
Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La gestion de la station d'épuration est confiée en intégralité à l'opérateur Véolia, dont les protocoles sont clairement identifiés. Toutefois, des améliorations peuvent être apportées dans le suivi des échéances (repérage des étalonnages) ainsi que dans l'homogénéisation et la conservation des échantillons de prélèvement.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Point de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Positionnement
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit T°C, concentration en polluants...) Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.] Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : L'ouvrage est accessible et permet l'installation d'un préleveur ponctuel dans les mêmes conditions que les prélèvements de l'exploitant. Aucune dilution préalable de l'effluent n'est observée au niveau du canal de rejet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Canal de mesure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50

Thème(s) : Risques chroniques, Conception

Prescription contrôlée :

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Constats :

Le canal de mesure sur site est un canal Venturi ouvert, avec sonde à ultrason.

Au niveau du chenal d'approche, la largeur en amont du début du rétrécissement est de 19 cm pour une longueur droite de 240 cm (soit supérieur à 5 fois la largeur). A noter que la documentation constructeur du Canal Venturi transmise par l'exploitant indique que la longueur du canal d'approche doit être égale à 10 fois la largeur du canal.

La hauteur d'eau est d'environ 15 cm. La section rectangulaire est constante, rectiligne et la pente du radier nulle. L'écoulement est tranquille et laminaire, notamment grâce à l'installation d'une plaque en inox dans la zone d'entrée des écoulements, avant le chenal amont, pour " casser " les remous et permettre une entrée dans le canal plus laminaire. Cette plaque a été imposée par l'Agence de l'eau dans le cadre de l'agrément SRR.

Au niveau du canal Venturi, les parois sont propres, verticales et parallèles entre elles. Le gestionnaire de la station indique que le canal est nettoyé tous les jours et l'exploitant précise que le canal a été à nouveau résiné en fin d'année 2021.

Au niveau du chenal aval, l'écoulement est correct et aucune trace de débordement n'est observée. La largeur du chenal est de 19cm, avant une chute.

Concernant la sonde à ultra-sons, celle-ci est implantée un peu moins de 1 m avant l'obstacle, et quasiment centrée au milieu de la largeur de l'ouvrage. La hauteur d'eau maximale mesurée dans le canal (traces dans le chenal) est de 24 cm. En conséquence, la distance entre le capteur et le début du rétrécissement est conforme à la norme ($3 < \text{distance entre le capteur et la sonde} / \text{hauteur maximale mesurée dans le canal} < 4$. Ici : 3,75). La sonde dispose d'une cloche de protection en inox, la zone morte du capteur est bien respectée.

Enfin l'inspection a constaté la présence de toiles d'araignées sous le capteur de la sonde. L'exploitant doit veiller à ce qu'il n'y ait rien sous la sonde afin de ne pas perturber la réverbération des ondes. Le retrait des toiles d'araignées doit être intégré quotidiennement à l'exploitation de la station.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet



Canal Venturi




Sonde à ultrason



Plaque en inox en amont du chenal d'approche

Nom du point de contrôle : Canal de mesure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 3		
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien		
Prescription contrôlée : Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.		
Constats : Le gestionnaire de la station a indiqué à l'inspection en version informatique les opérations de nettoyage réalisées sur le canal et reportées dans un tableau de suivi. L'inspection a pu constater que le nettoyage du canal est bien prévu une fois par jour ouvrable. L'inspection a cependant constaté des dépôts d'algues ou de mousses à la fois au niveau du bassin d'arrivée des eaux de sortie de station (bassin de prélèvement) et au niveau de la fosse de rejet. Ces 2 bassins doivent être régulièrement nettoyés afin de limiter l'apport de matière organique Le gestionnaire de la station indique que l'entretien de la sonde est réalisé une fois par mois et l'étalonnage réalisé une fois par semestre. L'inspection recommande de mettre en place a minima une fois par an, un contrôle de report en supervision des volumes mesurés par la sonde (écart $\pm 5\%$) afin de s'assurer que les volumes indiqués sur l'écran de mesure au niveau du canal correspondent au report réalisé en supervision.		
Type de suites proposées : Sans suite		
Proposition de suites : Sans objet		
		
Mousse ou algues après la chute d'eau, à nettoyer régulièrement		

Nom du point de contrôle : Prélèvement - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse

Référence réglementaire : Autre du 14/02/2022, article 2.1.3 et 2.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions
Prescription contrôlée : <p>Les échantillonneurs à mettre en œuvre devront être des échantillonneurs réfrigérés monoflacons, fixes ou portatifs, ayant la capacité à constituer un échantillon pondéré en fonction du débit et /ou du temps sur toute la période considérée. La température de l'enceinte de l'échantillonneur devra être de 5 ± 3 °C durant toute l'étape de prélèvement.</p> <p>Un échantillonneur multiflacons peut être utilisé afin de reconstituer un échantillon moyen en cas d'échantillonnage asservi au temps.</p> <p>Pour des raisons de qualité de la mesure, l'utilisation en l'état des échantillonneurs pour la surveillance des paramètres tels que la DBO5, la DCO, les MES, l'azote et le phosphore n'est pas adaptée pour le suivi des substances dangereuses. Les échantillonneurs devront être modifiés. Le FD T 90-523-2 liste les matériaux à utiliser pour la surveillance des substances dangereuses.</p> <p>A la fin de l'échantillonnage, l'opérateur de prélèvement devra valider l'opération d'échantillonnage en s'assurant que le volume final collecté corresponde au volume unitaire réel prélevé multiplié par le nombre de prélèvements réalisés avec une tolérance, sur l'écart volume final/volume théorique, fixée et annoncée par l'organisme de prélèvement. Le cas échéant, si le critère n'est pas respecté, l'opérateur de prélèvement devra en rechercher les causes et pourra être amené à refaire l'opération d'échantillonnage.</p>
Constats : <p>Le point de prélèvement (tuyau) est implanté dans la zone de turbulence, avant la plaque inox permettant de réduire cette turbulence dans le canal, exigée par l'audit SRR de l'Agence de l'eau Seine Normandie.</p> <p>Toutefois, la présence importante d'algues ne permet pas de s'assurer que le bout du tuyau de prélèvement ne touche pas les parois ou le radier du bassin. Toutefois, aucun coude ni point bas n'est constaté entre le tuyau et le préleveur.</p> <p>L'exploitant doit s'assurer que le tuyau de prélèvement est positionné au milieu de l'effluent et à l'écart de tout obstacle ou dépôt.</p> <p>Concernant le préleveur automatique à mono-bidon, la température de conservation des échantillons est de 3°C.</p> <p>Les bidons de prélèvement, en polyéthylène, sont propres et correspondent aux paramètres à analyser (macropolluants). Le bol du préleveur est propre (remplacement récent du préleveur). Toutefois, il a été constaté un dépôt important de boues dans le canal d'acheminement entre le bol préleveur et le bidon de prélèvement, dû certainement à un dysfonctionnement récent de la station avec turbidité importante.</p> <p>L'exploitant doit donc nettoyer ce canal afin de limiter l'apport de matières dans l'échantillon de prélèvement. Il s'assure également que les tuyaux reliant le bol et le canal d'acheminement sont exempts de dépôts.</p> <p>Le gestionnaire de la station indique que la périodicité d'étalonnage du préleveur est trimestrielle, la dernière ayant été réalisée le 15 mars 2022. Il précise également que ce contrôle est tracé par une étiquette apposée sur le préleveur, indiquant la date du contrôle et la prochaine échéance. Cette étiquette n'a pas été mise en place suite au contrôle de mars 2022.</p> <p>L'exploitant doit s'assurer auprès du gestionnaire de la station que les opérations de vérification périodiques sont réalisées et tracées (étiquette apposée).</p> <p>Le gestionnaire précise également que la température et la vitesse d'aspiration sont contrôlés tous les 6 mois.</p> <p>Concernant les volumes de prélèvement, 5 essais ont été réalisés. Les volumes prélevés sur les 5 essais et mesurés par une éprouvette graduée sont : 50 ml, 51 ml, 50 ml, 51 ml et 51 ml.</p> <p>La norme NF ISO 5667-10, complétée avec les normes NF ISO 5725-2 et FD T 90 523, précise que les</p>

volumes doivent être distribués avec une fidélité inférieure à 5% et une exactitude inférieure ou égale à 10% du volume réglé/souhaité. Ici, le volume de prélèvement est de 50 ml. L'exactitude est respectée ($50 \text{ ml} \pm 10\%$), tout comme la fidélité (écart-type de 0,5).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet



Préleveur nouvellement mis en place



Canal de distribution à nettoyer



Bidons de prélèvement : nettoyer le tuyau entre le bol de prélèvement et le canal de distribution



Présence d'algues ne permettant pas de s'assurer du bon positionnement du canal de prélèvement

Nom du point de contrôle : Echantillons - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse

Référence réglementaire : Autre du 14/02/2022, article 2.1.1, 2.1.5

Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de préparation et de conservation

Prescription contrôlée :

Article 2.1.1 :

Le volume prélevé devra être représentatif des conditions de fonctionnement habituelles de l'établissement et être compatible avec les quantités nécessaires pour réaliser les analyses. Pour cela, une mesure du débit en continu du rejet et un échantillonnage à l'aide d'un échantillonneur automatique réfrigéré asservi à la mesure du débit permettant la constitution d'échantillons moyens représentatifs des rejets pendant la période de mesure devront être réalisés.

Un dialogue étroit entre l'opérateur de prélèvement et le laboratoire est à mettre en place préalablement à la mise en œuvre du programme de surveillance des émissions, afin que l'opérateur ait à disposition les consignes écrites spécifiques sur le remplissage (ras-bord par exemple), le rinçage des flacons, le conditionnement des échantillons (ajout de conservateurs avec leurs quantités), l'utilisation des réactifs, l'identification des flacons et des enceintes et la durée de mise au froid des blocs eutectiques avant utilisation.

La sélection du flaconnage (nature et volume) et des réactifs de conditionnement (le cas échéant) devra s'appuyer sur les normes spécifiques au paramètre étudié ou à la norme NF EN ISO 5667-3. A défaut d'information dans les normes pour certaines substances organiques, les flacons en verre, brun ou protégés de la lumière, équipés de bouchons inertes (capsule téflon®) devront être mis en œuvre. Le laboratoire conserve la possibilité d'utiliser un matériel de flaconnage différent s'il dispose de données expérimentales permettant de justifier ce choix.[...]

La traçabilité documentaire des opérations de terrain devra être assurée à toutes les étapes de la préparation de la campagne jusqu'à la restitution des données. Les opérations de terrain proprement dites devront être tracées (par exemple : sur une feuille préenregistrée regroupant les éléments non variables comme site, lieu d'échantillonnage, type d'échantillonneur, programme d'asservissement).

Article 2.1.5 :

Une étape d'homogénéisation du volume collecté devra être réalisée avant et pendant la distribution dans les différents flacons destinés à l'analyse. [...]

La répartition dans les différents flacons devra se faire loin de toute source de contamination, flacon par flacon, ce qui correspond à un remplissage du flacon en une seule fois. Les flacons destinés à l'analyse des composés volatils doivent être remplis en premier.

En absence de consignes fournies par le laboratoire concernant le remplissage du flacon, le préleveur devra le remplir à ras-bord.

Les échantillons devront être conservés selon les dispositions des normes en vigueur et notamment de la norme NF EN ISO 5667-3.

Constats :

Un mode opératoire est disponible pour la préparation des échantillons (voir photo).

Tous les jours, l'opérateur récupère le bidon de prélèvement, le secoue manuellement et remplit à ras bord un flacon de 1 litre transparent. Le flacon prélevé est conservé à température ambiante et jeté en fin de journée. Le bidon de prélèvement en revanche est conservé dans le préleveur à température de 3°C pour d'éventuels prélèvements ultérieurs.

Dans le flacon de prélèvement, l'opérateur réalise des prélèvements par pipettes jetables de 2 ml pour les analyses rapides en DCO (éprouvette spécifique avec révélateur). Les éprouvettes sont insérées dans un appareil de chauffe (15 min à 170 °C) et la mesure est réalisée par spectrophotométrie. Un relevé manuscrit des résultats d'analyse est réalisé.

À noter que les analyses en DBO5 sont réalisées par un laboratoire extérieur 1 fois par semaine (Carso), tout comme les analyses NTK, NO2, NO3 et phosphore une fois par mois.

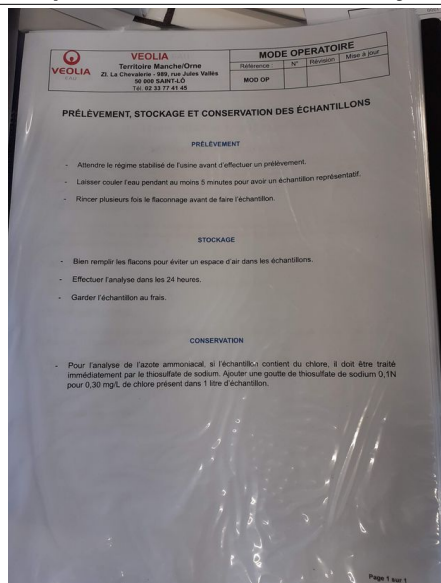
L'inspection constate que l'homogénéisation de l'échantillon est mise en œuvre mais pas de manière optimale (apport éventuel d'oxygène par brassage). Il est recommandé d'avoir recours à une hélice à flux axial en acier inoxydable montée sur une visseuse pour homogénéiser l'échantillon, conformément à la

norme NF EN ISO 5667-3.

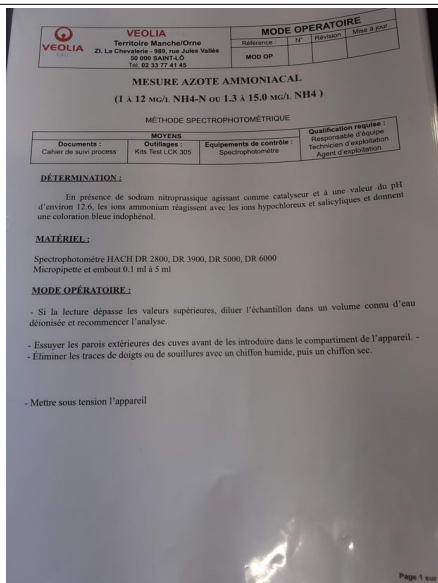
Enfin, il est rappelé qu'il est préférable que les échantillons soient prélevés, stockés et transportés dans l'obscurité et conservés au froid (5°C).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet



Mode opératoire de prélèvement des échantillons



Exemple de protocole de mesure des paramètres à contrôler

Nom du point de contrôle : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49

Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet

Prescription contrôlée :

[...] Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.
[...]

Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.

Constats :

Depuis l'incident de station en juillet 2020, les rejets de la station du site Ysco sont dirigés vers la station d'Argentan Intercom. Il n'y a donc pas de rejet au milieu actuellement. Les travaux et investissements en cours sur la station ont vocation à permettre un retour à la normale des rejets du site (stabilité durable des mesures) et ainsi réorienter les rejets vers le milieu naturel.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet